

TURQUIE- TRIBUNE

## « **En condamnant Pinar Selek, c'est à l'indépendance de la recherche en sciences sociales que s'attaque le gouvernement turc** »

jeudi 14 juillet 2022, par [Collectif d'universitaires \(France\)](#) (Date de rédaction antérieure : 12 juillet 2022).

**Une décision de la Cour suprême de Turquie expose à une peine de prison à perpétuité la chercheuse française, en butte à une fausse accusation depuis 1998. Dans une tribune au « Monde », un collectif d'universitaires, parmi lesquels Nonna Mayer, François Héran et Eric Fassin, presse les autorités de lui apporter la protection nécessaire.**

Subissant une procédure judiciaire qui dure depuis vingt-quatre ans, notre collègue Pinar Selek, sociologue, enseignante-chercheuse à l'université Côte d'Azur (UCA), est confrontée à une décision de la Cour suprême de Turquie qui a rendu, le 21 juin 2022, un arrêt d'annulation de son acquittement ; une décision inique qui rendra exécutoire une condamnation à la prison à perpétuité.

A la fin des années 1990, étudiante à l'université d'Istanbul, Pinar Selek travaille sur le traitement des minorités en Turquie. Arrêtée en juillet 1998, elle sera torturée et emprisonnée pendant plus de deux ans pour avoir refusé de livrer les noms des militants kurdes qu'elle avait interviewés dans le cadre de ses recherches sociologiques. Officiellement, Pinar Selek est accusée d'avoir commis un attentat sur un marché d'Istanbul. Cette accusation a été réduite à néant par plusieurs expertises qui ont montré que l'explosion avait été occasionnée par une fuite de gaz. En outre, le seul témoin qui l'accusait a reconnu avoir fait une fausse déposition sous la contrainte de la torture.

Pinar Selek a été acquittée à quatre reprises en 2006, 2008, 2011 et 2014 des charges qui pesaient contre elle. Exilée en France depuis fin 2011, la sociologue a soutenu sa thèse de doctorat à l'université de Strasbourg qui lui a accordé la protection académique. Elle a ensuite été accueillie à l'École normale supérieure de Lyon où elle a été faite docteur honoris causa, puis à l'UCA, d'abord sur le Programme national d'accueil en urgence des scientifiques en exil (Pause), avec le soutien du ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, de l'Institut de recherche pour le développement et du CNRS, puis comme chercheuse associée.

### **Chercheuse engagée**

Désormais enseignante-chercheuse au sein de cette université, elle y enseigne la sociologie et y mène des recherches sur les migrations à l'unité de recherche migrations et société (Urmis). Pinar Selek a obtenu le statut de réfugiée en 2013 et reçu la nationalité française en 2017.

Chercheuse engagée en faveur du droit des personnes et des minorités nationales, religieuses, sexuelles, politiques, Pinar Selek affronte cette épreuve avec un courage et une dignité qui forcent l'admiration. Nous lui manifestons notre entière solidarité face à l'injustice et à la persécution dont

elle est victime depuis plus de vingt ans. Comme c'est souvent le cas lors des procès politiques dans les régimes autoritaires, les poursuites à l'encontre de Pinar Selek se sont appuyées sur des chefs d'accusation qui ne sont fondés sur aucun élément sérieux.

L'acharnement judiciaire dont elle est victime est un acte d'intimidation politique. En condamnant cette sociologue, c'est bien à l'indépendance de la recherche en sciences sociales que s'attaque le gouvernement turc. Comme Fariba Adelhah, Pinar Selek est une figure emblématique de la répression subie par les chercheuses et chercheurs dont les travaux dérangent. Un nombre considérable d'Etats et d'organisations internationales, dont l'espace européen de l'enseignement supérieur, se sont prononcés sur l'importance essentielle de la liberté de recherche, d'enseignement et de formation. Au sein de l'espace européen de l'enseignement supérieur, l'attachement à ces valeurs a été rappelé dans la Magna Charta Universitatum, signée le 18 septembre 1988 à Bologne et réaffirmée le 12 mars 2020 par les représentants des universités européennes.

### **Indépendance de la recherche**

A la suite de sa réunion annuelle accueillie en juin 2022 par l'UCA, l'alliance U7 + des universités mondiales [coalition internationale de présidents d'université] ont publié une déclaration exhortant les dirigeants du Groupe des sept (G7) à défendre la liberté académique et à veiller à ce que les universitaires puissent mener leurs travaux à l'abri des interférences politiques nationales et internationales.

C'est sur la base de ces textes que nous appelons à une large mobilisation des acteurs du monde universitaire pour affirmer, à travers le soutien à Pinar Selek, leur détermination à défendre la liberté académique et l'autonomie de la recherche vis-à-vis de tout pouvoir politique. Nous demandons aux autorités françaises, en particulier aux ministres de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'Europe et des affaires étrangères ainsi qu'au ministre de l'intérieur, de bien vouloir apporter toute la protection nécessaire à notre collègue et de prendre au plus vite les initiatives, notamment auprès du Conseil de l'Europe - dont la Turquie est membre -, pour faire respecter les droits de Pinar Selek et, plus globalement, l'indépendance de la recherche, quel que soit le pays où elle s'exerce.

**Parmi les signataires :** **Michel Agier**, anthropologue, directeur d'études à l'EHESS-IRD ; **Etienne Balibar**, philosophe, professeur honoraire, université Paris-Nanterre ; **Jean-François Bayart**, politiste, professeur au Graduate Institute (Genève) ; **Eric Fassin**, sociologue, professeur à l'université Paris-VIII ; **François Héran**, sociologue, professeur au Collège de France ; **Béatrice Hibou**, politiste, directrice de recherche CNRS-Sciences Po Paris ; **Nonna Mayer**, politiste, directrice de recherche émérite CNRS-Sciences Po Paris ; **Johanna Siméant**, politiste, professeure de science politique, Ecole normale supérieure ; **Gisèle Sapiro**, directrice de recherche CNRS et directrice d'études à l'EHESS ; **Catherine Wihtol de Wenden**, politiste, directrice de recherche émérite CNRS-Sciences Po Paris.

#### *Liste complète des signataires*

Michel Agier, Anthropologue Directeur d'Études EHESS/IRD Paris

Etienne Balibar, Philosophe Professeur honoraire Université Paris Nanterre

Jean-François Bayart, Politiste Professeur Graduate Institute Genève

Stéphane Beaud, Sociologue Professeur Sciences Po Lille

Marine De Lassalle, Sociologue Professeure Sciences Po Strasbourg

Valérie Erlich, Sociologue Maîtresse de conférences Université Côte d'Azur

Jules Falquet, Philosophe Professeure Université Paris 8

Eric Fassin, Sociologue Professeur Université Paris 8

Vincente Fortier, Juriste Directrice de recherche CNRS Université de Strasbourg

François Héran, Sociologue Professeur au Collège de France Paris

Béatrice Hibou, Politiste Directrice de recherche au CNRS Sciences Po Paris

Ahmet Insel, Économiste Professeur émérite Université Galatasaray

Fanny Jedlick, Sociologue, Maîtresse de Conférences Université Rennes 2

Fabien Jobard, Politiste Directeur de recherche CNRS Paris

Solenne Jouanneau, Sociologue Maîtresse de conférences Université de Strasbourg

Pascale Laborier, Politiste Professeur Université Paris-Nanterre

Sylvain Laurens, Sociologue Directeur d'études EHESS Paris

Clotilde Lemarchant, Sociologue Professeure Université de Lille

Sandrine Lévêque, Politiste Professeure Université de Lille

Cédric Lomba, Sociologue Directeur de Recherches CNRS Université Paris 8

Nonna Mayer, Politiste Directrice de recherche émérite CNRS Sciences Po Paris

Sylvie Mazzella, Sociologue Directrice de recherche CNRS Aix-Marseille

Bernard Mezzadri, Anthropologue Maître de conférences Avignon Université

Hélène Michel, Politiste Professeure Sciences Po Strasbourg

Sébastien Michon, Sociologue Directeur de recherche CNRS Université de Strasbourg

Sylvie Monchatre, Sociologue Professeure Université Lumière Lyon 2

Frédéric Neyrat, Sociologue Professeur Université de Rouen

Olivier Pliez, Géographe Directeur de recherche au CNRS Université de Montpellier

Swanie Potot, Sociologue Directrice de recherche CNRS Université Côte d'Azur

Johanna Siméant, Politiste Professeure de Science politique Ecole normale supérieure Paris

Gisèle Sapiro, Directrice de recherche CNRS Directrice d'études EHESS Paris

Jocelyne Streiff-Fénart, Sociologue Directrice de recherche émérite CNRS Université Côté d'Azur

Maryse Tripier, Sociologue Professeure émérite Université Paris Cité

Antoine Vauchez, Politiste Directeur de recherche CNRS Université Paris 1 EHESS

Catherine Wihtol de Wenden, Politiste Directrice de recherche émérite CNRS Sciences PoParis

AFS Association Française de Sociologie

AFSP Association Française de Science Politique

AECSP Association des Enseignant.es et Chercheur.es en Science Politique

ASES Association des Sociologues Enseignant.e.s du Supérieur

**Collectif**

---

---

**P.-S.**

- Le Monde. Publié le 12 juillet 2022 à 07h00 :  
[https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/07/12/en-condamnant-pinar-selek-c-est-a-l-independance-de-la-recherche-en-sciences-sociales-que-s-attaque-le-gouvernement-turc\\_6134424\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/07/12/en-condamnant-pinar-selek-c-est-a-l-independance-de-la-recherche-en-sciences-sociales-que-s-attaque-le-gouvernement-turc_6134424_3232.html)